

Doc. 14988
04 octobre 2019

Contribution de l'Assemblée parlementaire à la mise en place d'un observatoire de l'histoire destiné à promouvoir les valeurs communes de la Grande Europe et la paix

Proposition de résolution

déposée par Mme Nicole TRISSE et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Depuis 70 ans, le Conseil de l'Europe promeut une Europe rassemblée autour du droit, de l'humanisme et de la paix. Si l'action du Conseil de l'Europe repose en grande partie sur ses organes statutaires, ainsi que sur ses institutions propres, telle la Cour européenne des droits de l'Homme, elle ne peut être durablement couronnée de succès sans un travail de fond auprès des populations, qui doivent s'approprier l'acquis conventionnel mais aussi les leçons du passé.

De ce point de vue, l'enseignement de l'histoire aux générations nouvelles a une importance déterminante. Si les jeunes européens n'apprennent et ne retiennent que la succession de guerres et de conflits sanglants sur le continent, ils reproduiront très probablement ces guerres et conflits passés. Mais si, au contraire, l'accent est plus particulièrement mis sur l'histoire du progrès, de la réconciliation, de ce qui a fait que 47 pays différents ont décidé de dialoguer et de travailler au service de leurs peuples, alors les générations futures conforteront la réconciliation et œuvreront au progrès.

Pour renforcer les valeurs communes et favoriser une histoire qui rapproche les peuples au lieu de les diviser, la présidence française du Comité des Ministres a annoncé, en mai 2019, son intention de travailler à la création d'un observatoire de l'histoire, s'appuyant notamment le réseau des académies des États membres du Conseil de l'Europe. Rapidement, cette instance pourrait faire un état des lieux concret et régulier de l'enseignement de l'histoire dans les différents pays, ce qui constituerait un premier pas positif.

L'Assemblée parlementaire ne peut se désintéresser de cette démarche structurante pour l'avenir. Aussi, elle devrait décider d'apporter sa contribution à la réflexion sur la configuration de cet observatoire, d'en suivre et d'en évaluer la mise en œuvre, et de proposer des orientations à privilégier.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

TRISSE Nicole, France, ADLE
BADIA José, Monaco, PPE/DC
BALFE Richard, Royaume-Uni, CE
BECHT Olivier, France, ADLE
BEYER Peter, Allemagne, PPE/DC
BLONDIN Maryvonne, France, SOC
BOCCONE-PAGES Brigitte, Monaco, PPE/DC
BONELL Mònica, Andorre, ADLE
BOUYX Bertrand, France, ADLE
BRUIJN-WEZEMAN Reina, de, Pays-Bas, ADLE
CAZEAU Bernard, France, ADLE
COMTE Raphaël, Suisse, ADLE
COURSON Yolaine, de, France, ADLE
DE TEMMERMAN Jennifer, France, ADLE
DURANTON Nicole, France, PPE/DC
ESSL Franz Leonhard, Autriche, PPE/DC
FOURNIER Bernard, France, PPE/DC
FRESKO-ROLFO Béatrice, Monaco, ADLE
GATTOLIN André, France, ADLE
GOUTTEFARDE Fabien, France, ADLE
GÜLPINAR Mehmet Kasım, Turquie, NI
HARDT Jürgen, Allemagne, PPE/DC
HOUBRON Dimitri, France, ADLE
HUSEYNOV Rafael, Azerbaïdjan, ADLE
IGITYAN Hovhannes, Arménie, ADLE
KAMOWSKI Catherine, France, ADLE
KOPŘIVA František, République tchèque, ADLE
LINK Michael, Allemagne, ADLE
LÓPEZ Pere, Andorre, SOC
LÓPEZ Eva, Andorre, ADLE
LOUIS Alexandra, France, ADLE
MAJORAL Josep, Andorre, ADLE
MARILOTTI Gianni, Italie, NI
MARUKYAN Edmon, Arménie, ADLE
MASSEY Doreen, Royaume-Uni, SOC
MOUTQUIN Simon, Belgique, SOC
NICK Andreas, Allemagne, PPE/DC
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
RAMPI Roberto, Italie, SOC
RAUCH Isabelle, France, ADLE
REISS Frédéric, France, PPE/DC
RIZZOTTI Maria, Italie, PPE/DC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
STIENEN Petra, Pays-Bas, ADLE
TRASTOUR-ISNART Laurence, France, PPE/DC
WASERMAN Sylvain, France, ADLE
WONNER Martine, France, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe